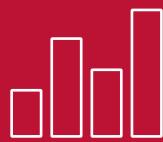




17.12

PARTICIPEZ
À NOTRE
**ATELIER
THÉMATIQUE**
À CE SUJET

Plus d'infos &
inscriptions



ÉCONOMIE

ECONNEWS

LE LUXEMBOURG VU D'EUROPE : BUDGET ET ÉCONOMIE APPROUVÉS, SOCIAL RECALÉ

Pour la deuxième année consécutive, l'Europe souligne la situation sociale défavorable du Luxembourg dans le cadre du Semestre européen. Dans plusieurs domaines, le pays peine à rejoindre la moyenne européenne ou voit sa situation se détériorer. Dans les mois à venir, la Commission européenne mènera une analyse approfondie pour évaluer les risques que cette situation représente pour la convergence sociale¹ entre les États membres.

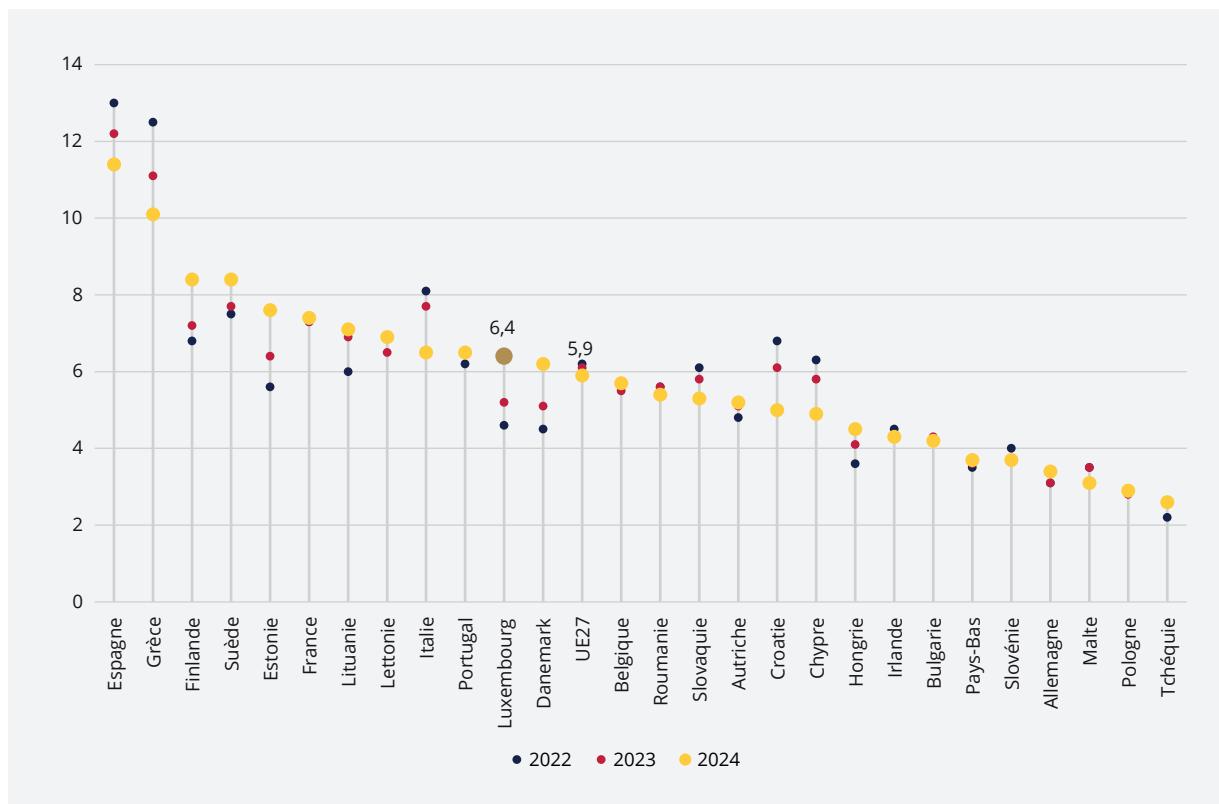
¹ Cette initiative fait partie de la deuxième partie du paquet d'automne du Semestre européen. Le Cadre de convergence sociale veille à ce que tous les États membres progressent en réduisant leurs écarts.



1. CHÔMAGE EN HAUSSE ET JEUNES DE PLUS EN PLUS FRAGILES

En 2024, le Luxembourg affichait un taux de chômage de 6,4 % au sens du BIT², c'est-à-dire la part des personnes sans emploi, disponibles et activement à la recherche d'un travail au sein de la population active³, soit une progression de 1,2 point par rapport à 2023. Ce taux dépassait de 0,5 point la moyenne européenne, de 3 points le taux de l'Allemagne et de 0,2 point celui de la Belgique.

Taux de chômage (% de la population active entre 15 et 74 ans)



Source : Eurostat

La situation des jeunes au Luxembourg est également préoccupante. Le taux de sorties précoces du système scolaire a augmenté d'un point de pourcentage en 2024, plaçant le Luxembourg parmi les quatre pays européens enregistrant la plus forte hausse. En parallèle, parmi les jeunes âgés de 15 à 29 ans, 9,8 % étaient ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET). Bien que ce taux reste inférieur à la moyenne européenne, il suit une tendance à la hausse depuis plusieurs années. À l'inverse, les pays voisins (France, Belgique, Allemagne) ainsi que la moyenne européenne, affichent une stabilisation, voire une baisse de ce phénomène.

2 Bureau international du travail.

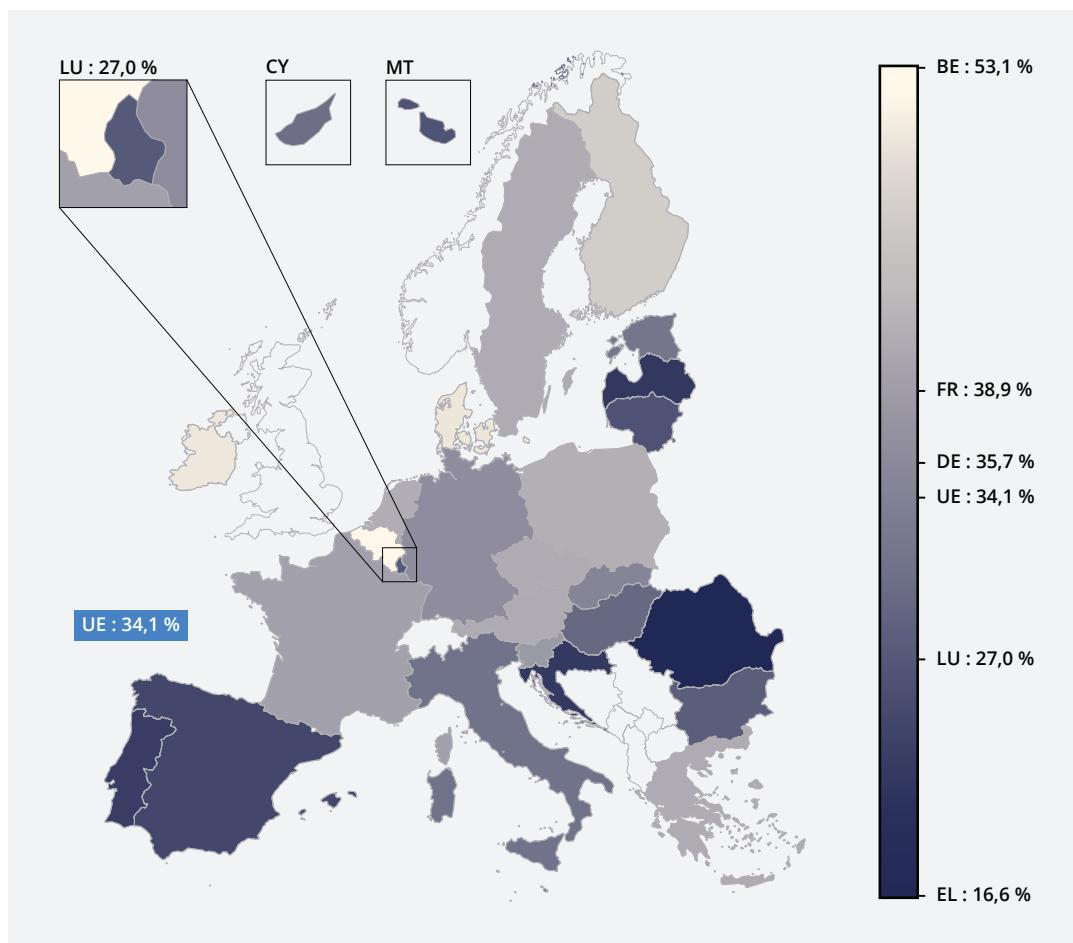
3 La population active correspond aux personnes qui occupent un emploi ou sont au chômage.

2. INÉGALITÉ DES REVENUS, EFFICACITÉ DES TRANSFERTS SOCIAUX ET PAUVRETÉ AU TRAVAIL

Le Luxembourg présente une dispersion relativement importante des revenus : les 20 % les plus aisés perçoivent 4,7 fois plus que les 20 % les plus pauvres⁴, un ratio similaire à la moyenne européenne et à la France, mais supérieur à l'Allemagne (4,5) et à la Belgique (3,5). Les données montrent également une progression des inégalités sur le long terme : sur la période 2015-2024, elles ont généralement été plus prononcées que lors de la décennie précédente (2005-2014), soulignant un creusement des disparités.

Face à ce premier indicateur d'inégalité, la comparaison des taux de pauvreté avant et après transferts sociaux⁵ permet d'évaluer l'efficacité de ces derniers dans la réduction de la pauvreté. Au Luxembourg, les transferts sociaux réduisent la pauvreté de seulement 27 %, contre 53 % en Belgique, 39 % en France, 36 % en Allemagne et 34 % pour l'ensemble de l'Union européenne, ce qui montre une efficacité redistributive relativement faible.

Réduction en pourcentage du taux de risque de pauvreté due aux transferts sociaux (hors pensions)



Source : Eurostat

Graphique CSL ; © EuroGeographics pour les limites administratives

4 Par « revenu », on entend revenu disponible équivalent. Le revenu disponible équivalent est le revenu total d'un ménage, après impôts et autres déductions, disponible pour les dépenses ou l'épargne, divisé par le nombre de membres du ménage convertis en adultes égalisés ; les membres du ménage sont égalisés ou rendus équivalents en pondérant chacun en fonction de leur âge (Eurostat). L'indicateur est basé sur l'enquête EU-SILC (statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie).

5 Les pensions ne sont pas considérées comme des transferts sociaux dans ces calculs (Eurostat).

Par ailleurs, le taux de travailleurs pauvres⁶, reste le plus élevé de l'Union européenne (13,4 %), malgré une légère baisse en 2024 et devance de 1,3 point le deuxième du classement.

D'autres indicateurs sociaux tels que le taux d'emploi, le revenu réel disponible brut des ménages par personne, le taux de risque de pauvreté des enfants sont considérés par la Commission européenne comme des domaines « à surveiller ».

Une économie et un budget sous contrôle

Sur le plan budgétaire et économique, le Luxembourg respecte globalement les règles de gouvernance mises en place par l'Union européenne. Au niveau budgétaire, l'examen repose principalement sur l'indicateur des dépenses primaires nettes⁷, désormais central pour mesurer les performances des pays. Sur l'ensemble de la période, la trajectoire du Luxembourg devrait rester maîtrisée. De plus, une réduction du déficit en pourcentage du PIB est annoncée en 2026 résultant de l'amélioration conjoncturelle et de la hausse du taux de cotisation sociale.

La Commission européenne n'identifie pas de risques avérés de déséquilibre économique au Luxembourg. Si la situation macroéconomique est jugée globalement favorable, la Commission relève néanmoins que certains risques subsistent, notamment liés à l'endettement privé, à la capacité de remboursement des ménages et des entreprises, ou à l'évolution du marché immobilier. Les dépassements observés dans les indicateurs de surveillance macroéconomique s'expliquent en grande partie par des effets de quantification et par les spécificités structurelles de l'économie luxembourgeoise.

3. CONCLUSION

À l'issue de son évaluation des indicateurs sociaux, la Commission européenne a de nouveau placé le Luxembourg « sous surveillance », comme l'année précédente. Plusieurs domaines clés- chômage, pauvreté, situation scolaire et professionnelle des jeunes et inclusion sociale- montrent des tendances défavorables, éloignant le pays de la trajectoire de convergence européenne. Il se retrouve ainsi, pour une deuxième phase d'analyse, aux côtés de la Bulgarie, de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Lettonie et de la Finlande. Le Luxembourg devra désormais agir pour réduire les inégalités et améliorer l'efficacité de ses politiques sociales afin de rattraper son retard.

Tableau de bord social, indicateurs principaux

	Année	Meilleures performances	Mieux que la moyenne	Bon mais à suivre	Dans la moyenne	Faible mais en amélioration	À surveiller	Situation critique
Égalité des chances	2022	DE, HU, NL, SE	AT, DK, EE, FI, FR, IE, LU, MT, SK		BE, ES, LV, PT	RO	CY, HR, IT, LT, SI	BG, CZ, EL, PL
	2024	EL, HR, IE, PL	BG, CZ, PT, SI		AT, BE, FI, FR, LV, MT, NL, SE	HU	CY, DK, EE, IT, LT, LU, SK	DE, ES, RO

⁶ Correspond à la part des actifs dont le revenu disponible, après transferts sociaux, reste en dessous du seuil de risque de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian). L'indicateur est basé sur l'enquête EU-SILC (statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie), (Eurostat).

⁷ Il s'agit des dépenses publiques, déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes, des dépenses d'intérêt, des dépenses conjoncturelles en matière de chômage, des dépenses nationales relatives au cofinancement de programmes financés par l'UE, des dépenses relatives aux programmes de l'UE compensées par des recettes provenant de fonds de l'UE ainsi que des mesures ponctuelles et temporaires.

⁸ Cet indicateur mesure la part de la population âgée de 18 à 24 ans ayant au plus un niveau d'enseignement secondaire inférieur qui n'a participé à aucune formation ou éducation (formelle ou non formelle) au cours des quatre semaines précédant l'enquête.

	Année	Meilleures performances	Mieux que la moyenne	Bon mais à suivre	Dans la moyenne	Faible mais en amélioration	À surveiller	Situation critique	
Égalité des chances (suite)	Part des individus possédant des compétences numériques de base ou avancées (% de la population âgée de 16 à 74 ans)	2023	FI, IE, NL	AT, BE, CZ, DK, EE, ES, HU, SE		DE, EL, FR, LT, MT, PT	CY, HR, IT, LU, LV, SI, SK	BG, PL, RO	
	Taux de jeunes NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation) (% de la population âgée de 15 à 29 ans)	2024	MT, NL, SE	CZ, DE, DK, HR, IE, PT, SI		AT, BE, ES, FI, HU, PL, SK	BG, CY, EL	EE, FR, LU, LV	IT, LT, RO
	Écart d'emploi entre les hommes et les femmes (points de pourcentage)	2024	EE, LT, LV	HR, HU, LU, PT, SE	FI	AT, BE, BG, DE, ES, FR, IE, NL, SI	CZ	CY, DK, PL, SK	EL, IT, MT, RO
	Rapport interquartile de revenu (S80/S20)	2024	BE, CZ, SI, SK	FI, IE, MT, NL, PL, RO		AT, CY, DE, DK, EE, FR, HR, HU, LU, SE	PT	EL, ES, IT	BG, LT, LV
Conditions de travail équitables	Taux d'emploi (% de la population âgée de 20 à 64 ans)	2024	CZ, MT, NL	CY, DE, DK, HU, IE	EE, SE	AT, BG, LT, LV, PL, PT, SI, SK	EL, HR	FI, FR, LU	BE, ES, IT, RO
	Taux de chômage (% de la population active âgée de 15 à 74 ans)	2024	CZ, DE, MT, PL	BG, CY, HR, HU, IE, IT, NL, SI		AT, BE, PT, RO, SK	EL, ES	DK, EE, FR, LT, LU, LV	FI, SE
	Taux de chômage de longue durée (% de la population active âgée de 15 à 74 ans)	2024	MT, NL	AT, CY, CZ, DE, IE, PL, SI	DK	BE, BG, FR, HR, HU, LT, LU, RO, SE	EL, ES, IT	EE, FI, LV, PT	SK
	Croissance du revenu réel disponible brut des ménages par personne (2008=100)	2024	HU, MT, PL, RO	HR, LT, PT		CZ, DE, DK, EE, FR, IE, LV, SE, SI, SK		AT, BE, CY, ES, FI, LU, NL	EL, IT
Protection sociale et inclusion	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (% de la population totale)	2024	CZ, NL, SI	AT, CY, DK, EE, IE, PL, SE	FI	BE, DE, FR, HU, LU, MT, PT, SK	RO	HR, IT, LV	BG, EL, ES, LT
	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale pour les enfants (% de la population âgée de 0 à 17 ans)	2024	CY, CZ, DK, NL, SI	EE, IE, LV, PL, SK	FI	AT, BE, DE, HU, LT, PT, SE	RO	EL, FR, HR, IT, LU, MT	BG, ES
	Impact des transferts sociaux (autres que les pensions) sur la réduction de la pauvreté (% de réduction de l'AROP)	2024	BE, DK, FI	AT, CZ, EE, NL, PL, SE	FR, IE	CY, IT, SI, SK	RO	BG, DE, ES, HU, LT, LU, MT	EL, HR, LV, PT

	Année	Meilleures performances	Mieux que la moyenne	Bon mais à suivre	Dans la moyenne	Faible mais en amélioration	À surveiller	Situation critique	
Protection sociale et inclusion (suite)	Écart d'emploi des personnes handicapées (en points de pourcentage)	2024	SI	AT, CZ, DE, EE, FI, FR, LV, NL, SE	PT	CY, DK, EL, HU, MT, SK	BG	BE, ES, IT	HR, IE, LT, PL, RO
	Charge excessive des coûts de logement (% de la population totale)	2024	CY	BG, HR, IE, IT, LU, NL, PL, RO, SI		AT, BE, CZ, ES, FI, FR, LV, MT, SK	DE, EE, HU, LT, PT, SE	DK, EL	
	Part des enfants de moins de 3 ans bénéficiant de structures d'accueil formelles (% de la population âgée de moins de 3 ans)	2024	FR, NL, PT, SE, SI	BE, ES, FI, LT, LU	DK	AT, CY, EE, EL, AT, HR, IT	BG, DE, IE, LV, MT	CZ, HU, PL, RO, SK	
	Besoins non satisfaits autodéclarés en soins médicaux (% de la population âgée de 16 ans et plus)	2024		AT, BE, BG, CY, CZ, DE, HR, HU, LU, MT, NL, RO, SK		DK, ES, FR, IE, IT, LT, PL, PT, SE, SI	EE	EL, FI, LV	

Source : *Rapport conjoint sur l'emploi – Semestre européen 2026*

Contexte : Le Semestre européen s'inscrit dans le cadre de la gouvernance économique de l'Union européenne. Il permet aux États membres d'aligner leurs politiques économiques et budgétaires sur les règles arrêtées au niveau de l'UE⁹. Ce processus de coordination des politiques socio-économiques se déroule chaque année à partir du mois de novembre. Une des finalités est de coordonner les politiques sociales et de l'emploi et en assurer le suivi. Pour cela, la Commission européenne et le Conseil élaborent le *Rapport conjoint sur l'emploi (JER)* qui examine la situation de l'emploi dans l'Union européenne ainsi que la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi. Ce rapport fournit chaque année un panorama des principales évolutions sociales et de l'emploi dans l'Union, tout en analysant les politiques récentes des États membres. Il identifie également les priorités clés pour orienter les actions politiques. Le rapport vise aussi à identifier les risques liés à la convergence sociale et propose des solutions pour renforcer cette convergence.

⁹ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-semester/>